







➤ **GIEE :**

Dénomination : \_\_\_\_\_

Date d'obtention de la labellisation : \_\_\_\_/\_\_\_\_/\_\_\_\_ attribué(e) par arrêté préfectoral

Nombre total de membres : \_\_\_\_

➤ **Association :** indiquez le code APE : \_\_\_\_\_

➤ **Autre personne morale :** passez à la rubrique suivante

**Tableau 1 : CARACTÉRISTIQUES DES DEMANDEURS EN FORME COLLECTIVE (CUMA, GIE, GIEE, coopérative, association, etc.)**

Nom et prénom des adhérents/membres participant au projet d'investissement	N° SIRET ou N°PACAGE	Code postal du siège d'exploitation	JA <sup>1</sup> Si oui, cochez la case	AB <sup>1</sup> Si oui, cochez la case	% de parts sociales (ou nombre de voix délibérantes) <sup>2</sup>
			<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	
			<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	
			<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	
			<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	
			<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	
			<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	
			<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	

➤ <sup>1</sup> Cases à cocher uniquement pour les exploitants individuels associés / membres de la CUMA ou du GIEE.

➤ <sup>2</sup> Le pourcentage de parts sociales ou le nombre de voix délibérantes doit être rapporté au nombre d'associés/membres participant au projet d'investissement.

## CARACTERISTIQUES DE L'EXPLOITATION\*

\* Partie du formulaire facultative pour les formes collectives (CUMA, GIEE, GIE, coopérative, association, etc.)

a) Localisation du siège de l'exploitation :  Identique à la localisation du demandeur

Sinon, préciser l'adresse : \_\_\_\_\_

Code postal : |\_|\_|\_| |\_|\_|\_| Commune : \_\_\_\_\_

b) Situation de l'exploitation :

Mon exploitation (siège et/ou parcelles) est-elle située sur une Aire d'alimentation de captage ?  oui  non

Mon exploitation (siège et/ou parcelles) est-elle située sur une zone Natura 2000\* ?  oui  non

\*Liste disponible au lien suivant : <https://inpn.mnhn.fr/collTerr/region/11/tab/natura2000>

Situation au regard de la réglementation sur les installations classées pour l'environnement (ICPE) :

Votre exploitation est :  déclarée au titre de la réglementation susvisée  enregistrée au titre de la réglementation susvisée  
 autorisée au titre de la réglementation susvisée  non soumise (RSD)

c) Type de production sur l'exploitation

PRODUCTIONS VÉGÉTALES (cochez à droite s'il s'agit de votre production principale)	Chiffre d'Affaires (€) Avant projet	Surface (ha) Avant projet	Chiffre d'Affaires (€) Après projet <sup>(1)</sup>	Surface (ha) Après projet <sup>(1)</sup>
Arboriculture fruitière <input type="checkbox"/>				
Fleurs et horticulture diverse <input type="checkbox"/>				
Maraîchage <input type="checkbox"/>				
Pépinière <input type="checkbox"/>				
Plantes à parfums, aromatiques, médicinales <input type="checkbox"/>				
Légumes frais plein champ <input type="checkbox"/>				
Autres cultures spécialisées (précisez : _____) <input type="checkbox"/>				
<b>TOTAL CULTURES SPÉCIALISÉES</b>				
Grandes cultures : céréales, oléoprotéagineux, betteraves, cultures textiles, ... (précisez : _____) <input type="checkbox"/>				
<b>TOTAL CULTURES</b>				
CA PRODUCTIONS SPECIALISEES/CA TOTAL : _____%				
SAU TOTALE : _____ ha				

<sup>(1)</sup> ne compléter que si votre projet amène à un changement de C.A ou de surface

PRODUCTIONS ANIMALES (cochez à droite s'il s'agit de votre production principale)		Effectif avant projet	Effectif après projet
Bovins lait	<input type="checkbox"/>		
Bovins viande	<input type="checkbox"/>		
Ovins lait	<input type="checkbox"/>		
Ovins viande	<input type="checkbox"/>		
Caprins	<input type="checkbox"/>		
Poules pondeuses	<input type="checkbox"/>		
Volailles de chair	<input type="checkbox"/>		
Abeilles	<input type="checkbox"/>		
Autres élevages (précisez : _____)	<input type="checkbox"/>		
<b>TOTAL PRODUCTIONS ANIMALES</b>			

**d) Main d'œuvre :** nb d'UTA avant projet : \_\_\_\_\_ nb d'UTA après projet : \_\_\_\_\_

**e) Autres caractéristiques :**

Démarches collectives :

Etes-vous adhérent à une Structure collective (CUMA, GIE, organisation de producteurs, ...) ?  oui  non

Si oui, précisez (type de structure et identité) : \_\_\_\_\_

Le projet comporte-t-il un ou plusieurs investissement(s) réalisé(s) en copropriété ?  oui  non

Si oui, l'investissement est-il réparti sur plusieurs dossiers de demande d'aide\* ?  oui  non

\* Dans ce cas, tous les dossiers sont à déposer dans la même période de dépôt

Veuillez préciser :

Nom Prénom du co-acheteur – raison sociale	Code postal du siège d'exploitation	Part supportée	Co-proprétaire dépositaire de dossier de subvention pour l'investissement ?
			<input type="checkbox"/> oui <input type="checkbox"/> non
			<input type="checkbox"/> oui <input type="checkbox"/> non
			<input type="checkbox"/> oui <input type="checkbox"/> non

Démarches environnementales :

Etes-vous labellisé en GIEE ?  oui (précisez : \_\_\_\_\_)  non

Etes-vous en agriculture biologique ?  oui  non  en cours de conversion

Etes-vous engagé dans une MAEC ?  oui (précisez : \_\_\_\_\_)  non

Etes-vous engagé dans une autre démarche environnementale ou certification ?  oui (précisez : \_\_\_\_\_)  non

Démarches qualité/valorisation locale :

Etes-vous engagé dans une démarche de valorisation des productions en circuits courts\* ?  oui  non

\* Est considéré comme circuit-court un mode de commercialisation des produits agricoles qui s'exerce soit par la vente directe du producteur au consommateur, soit par la vente indirecte, à condition qu'il n'y ait qu'un seul intermédiaire entre l'exploitant et le consommateur

Mettez-vous en valeur vos produits par l'intermédiaire d'un identifiant régional ?  oui (précisez : \_\_\_\_\_)  non

Etes-vous engagé dans une démarche qualité (label rouge, AOP, ...) ?  oui (précisez : \_\_\_\_\_)  non

**f) Investissements non productifs**

Le projet est-il localisé en zone Natura 2000 :  oui  non

Le projet est-il localisé dans une zone humide (de type étangs, ...) :  oui  non

Plantez-vous des haies ?  oui  non

Linéaire de haies prévu : \_\_\_\_\_ m

Essences retenues : \_\_\_\_\_

Avez-vous été accompagné par une des structures d'animation lauréates du volet Animation du Programme Plantons des haies ?

oui  non

Votre projet est-il générateur de recettes ?  oui  non

Si oui, précisez le montant des recettes espérées : \_\_\_\_\_ €



**Pour les projets BÂTIMENTS AGRICOLES :**  
**PRÉCISEZ LE VOLET DE LA DEMANDE :**

**Volet Filières d'élevage**

Précisez la filière : \_\_\_\_\_

**Volet Filières végétales**

Précisez la filière : \_\_\_\_\_

**Pour les projets DIVERSIFICATION :**  
**PRÉCISEZ LE VOLET DE LA DEMANDE :**

**Volet 1 : Création d'atelier de Transformation et commercialisation à la ferme**

Projet de transformation       Projet de commercialisation       Projet mixte

Précisez la nature, l'origine et la proportion des produits transformés et/ou commercialisés :

\_\_\_\_\_

**Volet 2 : Création d'atelier de Production et économie d'énergie – développement des agro-ressources**

Projet de production/économie d'énergie

Le cas échéant, précisez si tout ou partie de l'énergie produite est destinée à la revente, et dans quelle proportion :

\_\_\_\_\_

Le cas échéant, précisez : surface (m<sup>2</sup>) : \_\_\_\_\_ puissance (kWc) : \_\_\_\_\_ productible estimé (MWh) : \_\_\_\_\_

Recettes moyennes annuelles estimées : \_\_\_\_\_

Projet de développement des agro-ressources

Le cas échéant, précisez la filière concernée : \_\_\_\_\_

**Volet 3 : Création d'atelier d'Accueil du public à la ferme**

Précisez le type d'atelier : \_\_\_\_\_

Démarche dans laquelle s'inscrit le projet (Campus Vert, Gîte de France, Bienvenue à la ferme, autre) : \_\_\_\_\_

**Volet 4 : Création d'atelier de Diversification agricole**

Précisez la filière : \_\_\_\_\_



**Tableau 2 : Prévisionnel de dépenses sur devis (bâtiments, machines, y compris études préliminaires, ...)**

LIBELLE DE L'INVESTISSEMENT Vous devez présenter 2 devis <b>comparables</b> par investissement (3 si le montant est supérieur à 90 000€ HT)	Devis présenté	FOURNISSEUR	CAPACITE DIMENSION UNITES	COÛT HT	Devis retenu (cochez)	Auto-construction (cochez)	Justifiez, si vous avez retenu le devis dont le montant est le plus élevé, ou si présence d'un seul devis
	Devis n°1						
	Devis n°2						
<b>TOTAL</b>							

**Tableau 3 : Prévisionnel de contributions en nature (limité à l'auto-construction)**

N°	Descriptif précis des travaux concernés (terrassement, empiècement, dalle, ... ; plantation, ...)	Coût - SMIC horaire (a)	Temps de travail (H)	Montant HT (a x H)
1				
2				
3				
4				
5				
6				
7				
8				
9				
	<b>Montant Total</b>			

Pour les aires de lavage et/ou remplissage, veuillez préciser la surface de l'aire : \_\_\_\_\_ m<sup>2</sup>.

**AMELIORATION DE LA PERFORMANCE GLOBALE ET DE LA DURABILITE**

Vous devez renseigner les critères ci-après en décrivant leur évolution avec la mise en œuvre de votre projet, ou **en renseignant les indicateurs qualitatifs et /ou quantitatifs de votre choix avant et après projet**. Tout critère coché doit être justifié. Vous pouvez appuyer votre argumentaire sur des données de référentiels existants (études, publications, référentiels, etc.), en citant ou joignant les extraits d'un diagnostic, de votre plan d'entreprise si vous êtes en processus d'installation, de dossier fourni à la banque pour solliciter un prêt bancaire, ou tout élément que vous jugerez utile. **Un projet ne comportant aucun des critères justifiés montrant une amélioration est inéligible.**

## CRITÈRES ENVIRONNEMENTAUX

Votre projet a-t-il un impact justifiable sur :	cochez si oui	Justifiez en indiquant les pratiques mises en œuvre ; les investissements réalisés, et en décrivant l'évolution attendue avec la mise en œuvre du projet
1. la réduction de l'érosion	<input type="checkbox"/>	
2. la diminution de l'usage des intrants (produits phytosanitaires, fertilisants chimiques, ...)	<input type="checkbox"/>	
3. la réduction des pollutions ponctuelles ou diffuses	<input type="checkbox"/>	
4. la diminution de la consommation en eau (suivi de la consommation, réduction du gaspillage...)	<input type="checkbox"/>	
5. la diminution de la consommation d'énergie	<input type="checkbox"/>	
6. le maintien de la biodiversité	<input type="checkbox"/>	
7. un autre critère environnemental – Lequel ?	<input type="checkbox"/>	

## CRITÈRES ÉCONOMIQUES

Votre projet a-t-il un impact justifiable sur :	cochez si oui	Justifiez en décrivant l'évolution attendue avec la mise en œuvre du projet (situation avant/après projet), <b>et en renseignant le tableau ci-après</b>
1. l'amélioration des résultats de l'exploitation	<input type="checkbox"/>	
2. la diminution significative des charges d'exploitation (au-delà de 10%)	<input type="checkbox"/>	
3. le développement de l'activité : volume de production / gamme des produits	<input type="checkbox"/>	
4. l'augmentation de l'autonomie fourragère, alimentaire de l'exploitation	<input type="checkbox"/>	
5. l'amélioration des conditions sanitaires de l'élevage et/ou du bien-être animal	<input type="checkbox"/>	
6. l'amélioration de la qualité des productions et/ou produits	<input type="checkbox"/>	
7. la diversification de la production / développement des circuits courts, accueil du public	<input type="checkbox"/>	
8. la production d'énergie renouvelable	<input type="checkbox"/>	
9. un autre critère économique – Lequel ?	<input type="checkbox"/>	

Pour les exploitations agricoles	Pour les CUMA	Valeur de l'année précédente	Valeur prévisionnelle après réalisation du projet (en année de croisière)
Annuité emprunts moyen et long terme	<i>Capitaux propres (K social + réserves)</i>		
Produit d'exploitation	<i>Capitaux permanents (K emprunté à moyen et long terme)</i>		
EBE <sup>1</sup> ou solde d'exploitation	<i>Immobilisations</i>		
Revenu disponible <sup>2</sup>			

<sup>1</sup> EBE = résultat courant +/- résultat financier + dotation aux amortissements ; solde d'exploitation = recettes – dépenses

<sup>2</sup> Revenu disponible : (structure individuelle) = résultat courant + dotation aux amortissements – remboursement en capital des emprunts (structure sociétaire) = (résultat courant + dotation aux amortissements – remboursement en capital des emprunts + rémunération du travail des associés – annuités des emprunts des associés pris en charge par la société – rémunération des associés non exploitants) / nb d'associés

## CRITÈRES SOCIAUX

Votre projet a-t-il un impact justifiable sur :	cochez si oui	Justifiez en décrivant l'évolution attendue avec la mise en œuvre du projet (situation avant/après projet)
1. la création ou mutualisation d'emploi	<input type="checkbox"/>	<i>Nombre d'UTH avant/après projet :</i>
2. la réduction de la pénibilité ou du temps de travail	<input type="checkbox"/>	<i>Éléments explicatifs sur l'évolution du matériel, des équipements permettant cette réduction Temps de travail gagné estimé (en h/jr) :</i>
3. l'amélioration de la sécurité	<input type="checkbox"/>	<i>Éléments explicatifs sur l'évolution du matériel, des équipements permettant cette amélioration</i>
4. un autre critère social – Lequel ?	<input type="checkbox"/>	

## PLAN DE FINANCEMENT PRÉVISIONNEL DU PROJET<sup>1</sup>

	MONTANT EN EUROS (HT)
<b>Montant total des aides attendues :</b>	
<input type="checkbox"/> Montant des aides attendues au titre du présent dispositif	
<input type="checkbox"/> Autres aides, précisez : _____	
<b>Montant de l'apport hors aide :</b>	
<input type="checkbox"/> Montant apporté par autofinancement	
<input type="checkbox"/> Montant apporté par des prêts	
<b>Montant global du projet :</b>	

Montant d'aide accordé depuis le 1er janvier de l'année n-3 : \_\_\_\_\_ €

Montant d'aide accordé depuis le 1er janvier de l'année n-5 : \_\_\_\_\_ €

## ENGAGEMENTS DU DEMANDEUR

**Je demande (nous demandons)** à bénéficier des aides du dispositif régional :

INVESTISSEMENTS ENVIRONNEMENTAUX-PCAE     BÂTIMENTS AGRICOLES-PCAE     DIVERSIFICATION-PCAE  
 Je présente un dossier LEADER (précisez le nom du GAL : \_\_\_\_\_).

**Je déclare (nous déclarons) et atteste (attestons) sur l'honneur :**

- être en situation régulière au regard de mes obligations légales, administratives, sociales, fiscales et comptables
- le cas échéant (SA, SARL), que les associés exploitants détiennent plus de 50 % du capital social,
- ne pas avoir sollicité d'autres aides publiques que celles indiquées sur ma demande pour le même projet d'investissement,
- le cas échéant, avoir obtenu de la part du propriétaire du terrain sur lequel la ou les implantations sont projetées, l'autorisation de réaliser ces aménagements (haies, ou travaux exécutés sur le site de l'exploitation) en application de l'article L 411-73 du code rural,
- avoir pris connaissance que ma demande d'aide pourra être rejetée en totalité ou partiellement au motif que le projet ne répond pas aux priorités définies régionalement ou au motif de l'indisponibilité des crédits affectés à cette mesure,

**Pour les CUMA :** Je soussigné (nom et prénom du représentant légal) : \_\_\_\_\_

- certifie avoir pouvoir pour représenter le demandeur dans le cadre de la présente formalité.

**Je m'engage (nous nous engageons) à :**

- **ne pas commencer l'exécution de ce projet (signature d'un devis, versement d'un acompte, validation d'un bon de commande, ...) avant la date d'accusé réception de dossier complet**
- maintenir en bon état fonctionnel et pour un usage identique ou transmettre en vue de reprise les matériels et installations ayant bénéficié des aides pendant une durée de 5 ans à compter du versement du solde de la subvention,
- respecter les normes minimales dans le domaine de l'environnement attachées à l'investissement objet de l'aide,
- me soumettre à l'ensemble des contrôles administratifs et sur place qui pourraient résulter de l'octroi des aides,
- détenir, conserver, fournir tout document ou justificatif demandé par l'autorité compétente, pendant 10 ans après la notification de l'aide.
- **terminer les travaux dans les délais qui me seront communiqués dans la décision ou convention attributive de l'aide (à titre indicatif, entre 12 mois et 18 mois à compter de la date du Comité régional de programmation attributif de l'aide),**
- pour les investissements dans l'irrigation : mettre en place un système de mesure de la consommation en eau au niveau de l'investissement bénéficiant de l'aide.
- En cas d'investissements dans des options de pulvérisateur : une attestation sur l'honneur du repreneur de l'ancien pulvérisateur sera à fournir à la demande de paiement par laquelle ce dernier sera détruit, réformé ou remis aux normes.

<sup>1</sup> NB : En cas contrôle, la nature du montant de l'apport hors aide pourra être vérifiée

Dans le cadre d'un projet de plantation de haies (dispositif Investissements environnementaux), je m'engage en plus à :

- attester que la plantation faisant l'objet de la présente demande d'aide ne compense pas un arrachage préalable ;
- déclarer les linéaires implantés dans la PAC (pour les personnes soumises à déclaration) ;

**J'informe (*nous informons*) la Chambre de Région Ile-de-France ou la DDT\* (ou DRIAAF) :**

- en cas de modification de ma raison sociale, de mon projet, de mon plan de financement ou de mes engagements.

**J'atteste (*nous attestons*) sur l'honneur en outre :**

- l'exactitude des renseignements concernant ma situation et concernant le projet d'investissement,
- que j'ai pris connaissance des points de contrôle, des règles de versement des aides et des sanctions encourues en cas de non-respect de ces points.

**Je suis informé(e) (*nous sommes informés*)** qu'en cas d'irrégularité ou de non-respect de mes (nos) engagements, le remboursement des sommes perçues sera exigé, majoré d'intérêts de retard et éventuellement de pénalités financières, sans préjudice des autres poursuites et sanctions prévues dans les textes en vigueur.

**Attention**

**Vous n'êtes pas autorisé à démarrer vos investissements avant la date d'accusé de réception de dossier complet. Tout démarrage anticipé rend l'investissement concerné inéligible. Le démarrage des investissements s'entend comme le premier acte juridique passé (signature d'un devis, d'un bon de commande, versement d'un acompte, etc.). Si votre projet est éligible et sélectionné, ce premier acte juridique pourra vous être demandé dans le dossier de demande de paiement et conditionner le versement de l'aide.**

Fait à \_\_\_\_\_ le \_\_\_\_\_

Signature(s) du/des demandeur(s) (*gérant de la structure et de tous les associés dans le cas des GAEC*)

## PIECES À FOURNIR

Pièces	Type de demandeur concerné	Pièce jointe	Sans objet
LE DEMANDEUR			
Exemplaire original de la demande complétée et signée	Tous	<input type="checkbox"/>	
Copie de la carte d'identité	Tous	<input type="checkbox"/>	
Relevé d'identité bancaire	Tous	<input type="checkbox"/>	
K-bis de l'année en cours <u>et</u> , pour les formes sociétaires autres que les GAEC et EARL, extrait des statuts indiquant l'objet de la société et le nombre de parts sociales détenues par le porteur de projet <u>et</u> , pour les JA, la décomposition des parts sociales  Pour les SAS dont le dirigeant est affilié à la MSA en tant que salarié agricole, le K-bis doit indiquer que le demandeur est bien dirigeant ou président de la société	Forme sociétaire	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Avis de situation au répertoire SIRENE de l'année en cours	Tous	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Attestation MSA de l'année en cours, justifiant que le demandeur (ou l'ensemble des demandeurs, dans le cadre d'un projet collectif) est à jour du paiement de ses cotisations sociales professionnelles (et non salariales) En cas de dossier déposé par une personne morale, le demandeur s'entend comme la société et non son représentant légal Dans les cas particuliers des SAS, fournir l'attestation MSA du demandeur en tant que salarié agricole	Tous Sauf établissements publics et CUMA non-employeuse de main d'œuvre	<input type="checkbox"/>	
Attestation de la FRCUMA justifiant que la CUMA n'est pas concernée par le paiement des cotisations MSA	CUMA non-employeuse de main d'œuvre		
Attestation sur l'honneur portant sur le respect des obligations légales, administratives, sociales, fiscales et comptables (Annexe II)	Tous	<input type="checkbox"/>	
Attestation de début d'affiliation à la MSA	Nouveaux installés (installés depuis moins de 5 ans)	<input type="checkbox"/>	
Attestation du Centre des Impôts de l'année en cours justifiant que le demandeur est à jour du paiement de ses cotisations fiscales	Tous* * pour les CUMA, à fournir uniquement si la CUMA réalise des opérations pour le compte de communes, ou avec d'autres tiers non coopérateurs	<input type="checkbox"/>	
Déclaration TVA, bilan et compte de résultat du dernier exercice clos	CUMA		
Dernière liasse fiscale	Tous dossiers « Bâtiments agricoles » et « Diversification »	<input type="checkbox"/>	
Annexe I relative aux aides d'Etat (de minimis entreprise)	Tous	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Pouvoir du Représentant légal habilitant le signataire à demander l'aide et à engager la structure (pour les établissements publics : Conseil d'administration)	Forme collective (CUMA, GIE, association, etc.), établissement public et assimilé	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Attestation ou autre preuve mentionnant que la structure coopérative est à jour de ses cotisations au Haut Conseil de la coopération (CUMA : attestation HCCA indiquant que la FRCUMA est à jour) + attestation de la FRCUMA indiquant que la CUMA est à jour de sa cotisation	Formes coopératives, CUMA	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Mandat Chambre de Région Ile-de-France pour le dépôt du dossier en DDT (conformément au modèle prévu à cet effet)	Tous dossiers « Bâtiments » et « diversification » (si souhaité)	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Labellisation GIEE	Pour les GIEE	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
LE PROJET			
Devis estimatifs détaillés des travaux ou investissements (classés par type d'investissement). <b>Fournir au moins 2 devis comparables par investissement pour les montants jusqu'à 90 000€ HT</b> (3 devis sont nécessaires pour les investissements supérieurs à 90 000€ HT)	Tous	<input type="checkbox"/>	
Diagnostic environnemental : Attestation de réalisation ou de mise à jour datant de moins de 3 ans ; Diagnostic ou autodiagnostic (dont diagnostic réalisé par les structures d'animation du Programmes Plantons des haies) ; Charte des bonnes pratiques d'élevage La liste des diagnostics et les conditions applicables sont renseignées dans la notice	Tous (hors exploitations certifiées AB, HVE niveau 3 et CUMA)	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Diagnostic des charges de mécanisation ou DINA CUMA	CUMA	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Etude économique de l'entreprise et du projet	Cotisants solidaires et nouveaux installés (- de 5 ans) hors DJA	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>



Contrats de production	Producteurs de légumes sous contrats	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Etude d'impact environnemental	Projet susceptible d'avoir des effets négatifs sur l'environnement	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Plans de masse et de situation des bâtiments, installations et aménagements prévus	Le cas échéant	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Plan d'aménagement des bâtiments de stockage	Le cas échéant		
Autorisation écrite du propriétaire pour la réalisation des travaux et/ou aménagements	Le cas échéant	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Arrêté de permis de construire ou déclaration de non-opposition	Le cas échéant	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Localisation des haies : Registre Parcellaire Graphique si existant, à défaut carte au 1/25 000ème et schéma sur la disposition des plantations présentées.	Le cas échéant	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Attestation de déclaration ou arrêté portant autorisation d'élevage (ICPE)	Le cas échéant	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
DEXEL ou pré-DEXEL en rapport avec le projet	Pour tous les projets d'élevage bovin laitier* avec nouveau bâtiment ou entraînant une augmentation du cheptel * sauf si le projet relève de la réglementation ICPE	<input type="checkbox"/>	
Attestation, déclaration ou arrêté ICPE	Pour tous les projets d'élevage soumis à la réglementation ICPE	<input type="checkbox"/>	
Accord bancaire de prêt	Si financement par prêt		
Audit énergétique	Si serre comprenant l'installation d'un dispositif de chauffage	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Formulaire spécifique de respect des règles de la commande publique	Si vous êtes soumis aux règles de la commande publique	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Composition du Conseil d'administration (bureau), bilan et compte de résultat certifiés	Tout organisme recevant des financements publics	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Délibération de l'organe compétent approuvant le projet et le plan de financement	Collectivités et leurs groupements pour les projets de plantation de haies	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
<b>LES BONIFICATIONS</b>			
Copie du certificat de conformité (CJA) *	JA	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Certification Agriculture Biologique **	Agriculteurs biologiques	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Attestation contrats MAEC	Souscription d'une MAEC sur la programmation 2014-2020	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>

\* Dans le cas d'une installation récente pour laquelle le certificat de conformité n'a pas été fourni, la décision juridique relative à la DJA suffit. Le certificat de conformité sera exigé au moment du paiement de l'aide.

\*\* Pour les exploitations en cours de conversion AB, l'attestation d'engagement au respect du mode de production AB est recevable. La certification Agriculture biologique sera exigé au moment du paiement de l'aide.

Les informations recueillies font l'objet d'un traitement informatique destiné à instruire votre dossier de demande d'aide publique. Les destinataires des données sont le Ministère de l'Agriculture et de la Pêche, l'ASP et le Conseil Régional d'Ile de France, la chambre régionale d'agriculture d'Ile de France. Conformément à la loi « informatique et libertés » du 6 janvier 1978, vous bénéficiez d'un droit d'accès et de rectification aux informations qui vous concernent. Si vous souhaitez exercer ce droit et obtenir communication des informations vous concernant, veuillez-vous adresser à la Région Île de France.

POUR LES DEMANDES AU TITRE DES DISPOSITIFS BÂTIMENTS AGRICOLES-PCAE\* ET DIVERSIFICATION-PCAE, CE FORMULAIRE EST A ENVOYER EN DOUBLE EXEMPLAIRE A LA CHAMBRE D'AGRICULTURE DE REGION ILE-DE-FRANCE

6 avenue Marceau 75008 PARIS  
Tel : 01.42.36.73.51  
Monsieur Stéphane SALMON  
Adresse électronique :  
[stephane.salmon@idf.chambagri.fr](mailto:stephane.salmon@idf.chambagri.fr)

**\*NB : Les dossiers BÂTIMENTS AGRICOLES-PCAE « Filières d'élevage » de Seine-et-Marne sont à adresser directement à la DDT 77**

LE DISPOSITIF EST FINANÇÉ PAR :



Yvelines  
Le Département



LA SUBVENTION  
EST VERSÉE PAR :



Agence de Services  
et de Paiement

## AIDES D'ETAT

**Liste des aides publiques directes et indirectes perçues dans les 3 années qui précèdent la signature du présent document**

et notamment celles reçues au titre du règlement de minimis  
(UE n°1407/2013 de la Commission européenne du 18 décembre 2013)

Date d'obtention (ou de demande si l'aide n'est pas encore obtenue)	Objet (nom du dispositif d'intervention, intitulé de l'opération)	Type d'aide (subvention, crédit d'impôt...)	Montant en € de l'aide	Financier	Aide accordée au titre du régime de minimis (Oui / Non)

***Si vous n'avez reçu aucune aide au cours des trois dernières années indiquez NEANT sur le tableau.***

**Je certifie :**

exactes et complètes les informations fournies dans la présente attestation.

Fait à \_\_\_\_\_ le \_\_\_\_\_

Nom, prénom du demandeur gérant, du représentant légal ou, pour un GAEC, de chaque associé :

Signature(s) du demandeur et cachet de la société :

## ANNEXE II

### ATTESTATION SUR L'HONNEUR PORTANT SUR LE RESPECT DES OBLIGATIONS LEGALES, ADMINISTRATIVES, SOCIALES, FISCALES ET COMPTABLES

Nom – Prénom du demandeur : .....

Nom – Prénom du représentant légal : .....

Adresse : .....

CP- Ville : .....

N° SIRET : .....

N° fiscal : .....

Votre numéro fiscal figure sur votre dernier avis d'imposition, dans le cadre intitulé "vos références". Ce numéro est composé de 1-3 chiffres suivis d'une lettre.

Conformément à l'article 2 de l'arrêté du ministère de l'action et des comptes publics du 21 août 2018, pris en application de l'article 3 du décret n°2018-514 du 25 juin 2018 relatif aux subventions de l'État pour des projets d'investissement :

**J'atteste sur l'honneur que l'organisme / l'entreprise que je représente est à jour de ses obligations légales, administratives, sociales, fiscales et comptables**

**Je prends connaissance des informations suivantes** (art. L114-8 et L114-10 du code des relations entre le public et l'administration – CRPA -) :

- L'administration se procure directement auprès d'autres administrations les informations ou données justificatives de cette attestation de l'honneur.
- Le demandeur peut exercer son droit d'accès et de rectification sur les informations et données concernées.
- En cas d'impossibilité technique à l'obtention des données directement auprès d'une autre administration, il est possible que le service instructeur les réclame au demandeur
- Les échanges entre administrations se font dans les conditions suivantes (art. L114-9 ; R114-9-5 et R114-9-6 du CRPA ) :
  - Sous forme électronique, par traitement automatisé assurant la traçabilité des échanges,
  - Mise en œuvre du Référentiel Général de Sécurité (RGS)

Fait à \_\_\_\_\_ le \_\_\_\_\_

Nom, prénom du demandeur gérant, du représentant légal ou, pour un GAEC, de chaque associé :

Signature(s) du demandeur et cachet de la société :